

**MARS 2026**

**Pour la souveraineté alimentaire  
et l'empowerment des femmes**

# Pratiques innovantes en agroécologie féministe

**Sur la base d'un travail collaboratif de :**

Islanda Micherline Aduel (Haïti), Mame Bineta Fall (Sénégal), Sarah Kyabu Ntambwe (RDC),  
Fernande Abanda (Canada), Marie-Christine Gareau (Canada)

**Remarque :** Ce document est aligné à gauche pour des raisons d'accessibilité numérique<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> « Il est recommandé d'aligner les textes à gauche dans les outils comme Word et PowerPoint pour **des raisons d'accessibilité numérique**, car cette pratique permet de faciliter la lecture et la compréhension pour plusieurs groupes de personnes, notamment les personnes ayant des troubles cognitifs, des déficiences visuelles ou encore des troubles de l'apprentissage » (HI, 2024).

# Table des matières

<b>Préambule</b>	<b>3</b>
<b>1. Le productivisme en agriculture sous l'hégémonie des multinationales</b>	<b>5</b>
<b>2. La marginalisation systémique des femmes agricultrices</b>	<b>6</b>
2.1. L'inaccessibilité des ressources pour les femmes	6
2.2. L'exclusion des femmes des sphère décisionnelle et de commercialisation agricoles	8
<b>3. Projets transformateurs en agroécologie féministe</b>	<b>10</b>
3.1. Financer autrement	10
3.2. Éduquer aux droits et aux finances promouvant les savoirs locaux	13
3.3. Promouvoir le leadership féminin	14
3.4. Approche adaptée aux agricultrices en situation de handicap	15
3.5. Appui de la Via Campesina aux paysannes : cas de Haïti	16
3.6. Une approche décoloniale face à la prépondérance des semences allogènes et OGM	18
<b>Lexique</b>	<b>20</b>
<b>Références</b>	<b>22</b>

## Préambule

Cette fiche synthèse<sup>2</sup> est le produit collaboratif de cinq féministes actives dans deux organisations non gouvernementales (ONG) et trois organismes de coopération internationale (OCI) qui ont partagé leurs expertises-terrain de l'agroécologie sous une perspective féministe de la **souveraineté alimentaire**<sup>3</sup>, lors d'une [table ronde](#) organisée en mars en 2024 par le [Collectif québécois des féminismes en dialogue \(CQFD\)](#). Ce partage de savoirs-terrain met en avant des projets et activités de partenariats Nords-Suds réalisés en Haïti, au Sénégal et en République démocratique du Congo en agroécologie, dans une finalité qui va à l'encontre du libre-échange institutionnalisé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La perspective féministe des savoirs terrain documentés dans cette fiche synthèse est inclusive de toutes les femmes, dont celles en situation de **handicap**, notamment dans les communautés rurales, souvent marginalisées et parmi les plus touchées par les crises alimentaires.

Les savoirs-terrain amenés dans ce qui suit ont en commun la finalité d'améliorer les pratiques en matière de lutte contre la pauvreté et pour **l'empowerment** des femmes en milieu rural, alors que la faim devient un fléau féminisé, dans un contexte de crises climatiques et économiques, renforçant les conflits violents et les inégalités sous l'hégémonie des multinationales dans l'agriculture et le commerce international.

---

<sup>2</sup> Cette fiche synthèse est basée sur les contenus de la table ronde organisée par le Collectif québécois des féminismes en dialogue (CQFD) le 11 mars 2024, sous le thème « *Nourrir l'égalité : Les femmes en action pour la souveraineté alimentaire* ». Cet événement a eu lieu à l'occasion du 8 mars et dans le cadre du Forum parallèle des ONG à la 68e Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW68), à New York. Cette table ronde a réuni cinq conférencières :

**Islanda Micherline Aduel** (représentante des jeunes du monde au sein du comité international de la Via Campesina et membre active de l'Union des petits paysans haïtiens - *Tet Kole ti peyizan atisyen*) ;

**Sarah Kyabu Ntambwe** (consultante à la Ligue pour la solidarité Elle et de l'ONG « Change ton Monde » en République démocratique du Congo ; ONG membre de la COCAFEM / GL, Concertation des collectifs et associations féminines de la région des Grands lacs) ;

**Mame Bineta Fall** (conseillère régionale en égalité des genres à SOCODEVI-Sénégal) ;

**Fernande Abanda** (gestionnaire de programme à Inter Pares) ;

**Marie-Christine Gareau** (gestionnaire, responsable des partenariats institutionnels à Humanité & Inclusion Canada).

En plus du compte-rendu et de la vidéo reflétant les interventions et discussions lors de cet événement, la présente fiche synthèse est également basée sur des contributions par écrit des conférencières susmentionnées.

Sur la base des contenus produits par les conférencières-autrices susmentionnées, Cette fiche synthèse a été co-rédigée par **Eliane Rienneau** et **Estelle Blin**, toutes les deux étudiantes diplômées en coopération et solidarité internationales à l'Université de Montréal, sous la coordination-révision de **Mounia Chadi**, chargée de programmes en droits des femmes et égalité des genres à l'AQOCI.

- Voici les [Biographies des conférencières-autrices des contenus sur lesquels se base cette fiche synthèse](#).

- [Voici le lien vers la Vidéo de la table ronde du 11 mars 2024 « Nourrir l'égalité : Les femmes en action pour la souveraineté alimentaire »](#)

- Voici le lien vers le [compte rendu de la table ronde du CQFD-11 mars 2024 « Nourrir l'égalité : Les femmes en action pour la souveraineté alimentaire »](#)

<sup>3</sup> Les mots mis en exergue avec un soulignement sont définis dans le lexique à la fin de l'article.

En effet, dans un contexte caractérisé par l'intensification des crises climatiques, la multiplication des conflits et des perturbations économiques (AQOCI, 2023), une femme sur dix est en situation d'extrême pauvreté, alors même qu'un quart de milliard de personnes à travers le monde se trouve au bord de la famine. Dans les années à venir, le dérèglement climatique constituant un facteur aggravant pourrait entraîner 158,3 millions de femmes supplémentaires dans l'extrême pauvreté, ainsi que 236 millions d'entre elles dans l'insécurité alimentaire, particulièrement dans les régions du monde sujettes à la désertification (ONU Info, 2023). De plus, les femmes en situation de handicap sont largement surreprésentées, constituant jusqu'à 75 % des personnes en situation de handicap dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires (ONU Femmes, 2017). Elles sont donc encore plus susceptibles de faire face à l'insécurité alimentaire.

Déjà en 2008, lors des « émeutes de la faim », ces crises interconnectées avaient démontré notamment en Afrique et en Haïti que les modes productivistes du capitalisme mondialisé, soutenus par les politiques d'ajustement structurel néolibérales commandées par les institutions financières internationales, entraînent en contradiction avec la finitude de notre écosystème (CADTM, 2016). Plus récemment, l'insécurité alimentaire, aggravée par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, a montré l'urgence de se projeter dans un modèle socio-économique basé sur un partage équitable des ressources, indissociable de l'égalité des genres (Brun M., 2022).

Ce modèle est mis en perspective à travers la stratégie de la souveraineté alimentaire, qui signifie :

**« Le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. La souveraineté alimentaire promeut un modèle de production durable et à petite échelle qui bénéficie aux communautés et à leur environnement. Elle donne la priorité à la production et à la consommation d'aliments au niveau local. Elle reconnaît le droit des pays à protéger leurs producteurs locaux des importations bon marché et à contrôler leur production. » (AQOCI, 2020).**

En 2007, le Forum international de Nyéléni a adopté **une déclaration définissant et renforçant le concept** de souveraineté alimentaire en y intégrant la dimension de l'égalité des genres, soulignant l'importance de « *nouvelles relations sociales sans oppressions ni inégalités entre les hommes et les femmes* » (Via Campesina, 2024) et en s'opposant aux politiques agricoles de libre-échange, prônées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Bulletin Nyéléni, 2013). Cette stratégie induit ainsi une solidarité transnationale en faveur de l'**agriculture paysanne**, pour une **justice climatique féministe**<sup>4</sup> (AQOCI, 2020), restaurant la sécurité alimentaire et favorisant l'empowerment des populations et des femmes.

En prenant en compte ce contexte de crises économiques et climatiques, la présente fiche-synthèse articule les savoirs-terrain partagés par cinq féministes des Nord et des Suds, en quatre axes principaux : 1) Un contexte de crises économique et climatique ; 2) Le productivisme en agriculture sous l'hégémonie des multinationales ; 3) La marginalisation systémique des femmes agricultrices ; 4) des projets transformateurs en agroécologie féministe.

---

<sup>4</sup> Pour plus d'informations, consultez la fiche synthèse du CQFD : « Une approche féministe à la justice climatique » [https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2020/04/pdf\\_fiche\\_approche\\_feministe\\_a\\_la\\_justice\\_climatique\\_2020.pdf](https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2020/04/pdf_fiche_approche_feministe_a_la_justice_climatique_2020.pdf)

## 1. Le productivisme en agriculture sous l'hégémonie des multinationales

**Les multinationales** ne cessent de renforcer leur monopole de l'agriculture à l'échelle mondiale, dans la continuité des politiques coloniales et postcoloniales pratiquées par les pays dont elles sont issues, mettant ainsi à leur profit les inégalités systémiques ([FIAN, 2023](#)).

***En Haïti, les multinationales agroalimentaires profitent des migrations forcées des femmes rurales vers les usines en ville, pour accaparer leurs terres***

Ces entreprises, avec l'appui des gouvernements, ont tendance à favoriser les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières locales. À ce propos, Mame Bineta Fall (conseillère en égalité des genres de SOCODEVI-Sénégal) souligne qu'en 2024, son pays continue d'importer 70 % de ses denrées alimentaires ([Table ronde CQFD, 2024](#)). Dans le même sens, Micherline Islanda Aduel (représentante des jeunes du monde au sein de la Via Campesina et membre de l'Union des petits paysans haïtiens - *Tet Kole ti peyizan atisyen*) rappelle que les multinationales agroalimentaires, avec l'appui du gouvernement Haïtien, profitent des migrations forcées des femmes rurales vers les usines en ville, pour accaparer leurs terres ([Table ronde CQFD, 2024](#)).

Cet **agrocolonialisme**, appliquant le **dumping**, imposant des monocultures, créant de la dépendance et de l'endettement (à travers la culture et la commercialisation de semences hybrides et d'engrais qui détruisent les sols), est consolidé par des fonds spéculatifs dont les actions sont à l'origine de la flambée des prix sur les marchés des matières premières ([CADTM, 2021](#)). Face à cette pluralité non exhaustive de mécanismes d'oppression, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rappelle l'impact dévastateur de l'agriculture industrielle et des systèmes d'élevage industriel sur les terres, les forêts, l'eau et les émissions de gaz à effet de serre ([GIEC, 2019](#)).

Les changements climatiques creuseront plus profondément le fossé séparant les femmes et les hommes, avec une estimation selon laquelle 236 millions de femmes et jeunes filles souffriront de la faim d'ici 2030. Aggravés par un patriarcat structurel, les impacts néfastes de la sécheresse, des pluies diluviennes et d'autres conditions climatiques extrêmes, sont fortement préjudiciables pour une perspective de souveraineté alimentaire.

Fernande Abanda (gestionnaire de programme à Inter Pares), rapporte les exemples de sécheresse réduisant l'accès à l'eau pour les cultures agricoles au Sénégal, ainsi que leurs répercussions sur les plantations de riz en Guinée Bissau, chamboulant la séparation genrée du travail, autrefois équitable, mais qui repose désormais presque entièrement sur l'ouvrage des femmes ([Table ronde CQFD, 2024](#)). Mame Bineta Fall note que l'Afrique de l'Ouest, « abritant plus du tiers de la population sous-alimentée », est particulièrement touchée par les catastrophes climatiques ([Table ronde CQFD, 2024](#)).

Partout où les répercussions de la détérioration du climat se font sentir, les femmes sont en première ligne des populations affectées. L'accès difficile à l'eau ainsi que la sécheresse détruisant les récoltes, causent des déplacements de masse, exposant davantage les femmes aux Violences sexuelles basées sur le genre (VSBG), réduisant les zones autrefois plus sécuritaires.



## 2. La marginalisation systémique des femmes agricultrices

Il émane des expertises-terrain partagées par cinq féminismes lors de la table ronde organisée par le CQFD en mars 2024 qu'en dépit des différences entre les projets agroécologiques en Haïti et en Afrique, **cinq facteurs communs entravent la perspective de la souveraineté alimentaire** :

- 1) L'accès limité des femmes à la terre ;
- 2) Le manque d'outils adaptés au travail dans le champ ;
- 3) L'usage prépondérant des semences allogènes et OGM ;
- 4) Les changements climatiques ;
- 5) L'exclusion des femmes des sphères décisionnelles et de commercialisation agrico.

***N'ayant pas accès à des terres fécondes, les agricultrices en Afrique et en Haïti se trouvent prises à cultiver des champs infertiles, qui comprennent des coûts supplémentaires en temps et argent. La militance paysanne s'insurge contre ces iniquités et entreprend des actions intégrant le recours juridique.***

### 2.1. L'inaccessibilité des ressources pour les femmes

En entrevue complémentaire de la table-ronde du CQFD tenue à ce sujet en mars 2024, les cinq conférencières ont mis de l'avant plusieurs aspects de la marginalisation des femmes dans le monde rural. Il en ressort que les iniquités de genre, la corruption (notamment en Haïti), le climat politique (notamment en RDC et en Haïti) et le *capacitisme* constituent des facteurs contribuant à limiter l'accès des femmes aux terres et aux ressources foncières. N'ayant pas accès à des terres fécondes, les agricultrices se trouvent prises à cultiver des champs infertiles, qui comprennent des coûts supplémentaires en temps et argent. La militance paysanne s'insurge contre ces iniquités et entreprend des actions intégrant le recours juridique.

Pourtant, les femmes occupent une position majoritaire en tant qu'ouvrières agricoles et travailleuses des champs dans le domaine de l'agroécologie (voir encadré suivant).

### Forte présence des femmes dans les emplois agricoles

- Au Sénégal, les femmes représentent 75% de la main d'œuvre en agriculture et elles fournissent jusqu'à 90% des aliments des ménages (Mame Bineta Fall, Conseillère régionale en égalité des genres de SOCODEVI au Sénégal résumé des 3 questions).
- En République Démocratique du Congo, les femmes réalisent 75 % des tâches agricoles, de la culture à la récolte (Sarah Kyabu Ntambwe, consultante à la Ligue pour la solidarité Elle et de l'ONG Change ton Monde en République Démocratique du Congo).
- En Haïti, les Madan Sara sont presque exclusivement des femmes, commerçantes informelles, productrices et agentes de liaisons (Micherline Islanda Aduel, Réponse aux 3 questions).

### Même si les femmes sont les principales productrices alimentaires, cela n'empêche pas que la faim soit un fléau féminisé.

- En Afrique et en Haïti, les femmes sont confrontées à un état d'insécurité alimentaire 10 % plus élevé que celui des hommes.

### ***L'Afrique subsaharienne étant particulièrement sujette à la désertification, ce facteur climatique joue un rôle aggravant des violences basées sur le genre***

Selon les expertises partagées par cinq féministes à l'occasion de la table ronde du CQFD, aussi bien en Afrique qu'en Haïti, le contraste est flagrant entre les implications importantes des femmes dans les activités productives et les obstacles qu'elles rencontrent pour accéder aux terres et aux ressources, aux revenus générés par la vente de leurs produits, ainsi qu'aux sphères décisionnelles et politiques. Marie-Christine Gareau (gestionnaire, responsable des partenariats institutionnels à Humanité & Inclusion Canada) remarque que cela intensifie les difficultés auxquelles sont exposées les femmes et les filles en situation de handicap ([Table ronde CQFD, 2024](#)). Fernande Abanda rappelle que l'Afrique subsaharienne étant particulièrement sujette à la désertification, ce facteur climatique joue un rôle aggravant des **violences basées sur le genre** (VBG), en raison de la **division genrée du travail** ([entrevue CQFD, 2024](#)).

***Les discriminations capacitistes interagissant avec les discriminations genrées, occasionnant des traitements défavorables aux personnes en situations de handicap, qui freinent leurs possibilités d'accéder aux ressources de productions, ainsi qu'aux champs***

Les conférencières ont toutes soulevé la difficulté d'accéder à des champs de qualité pour les cultures, tout en amenant des aspects explicatifs différents. Micheline Islanda Aduel attribue l'accaparement des terres en Haïti à la corruption du gouvernement qui privilégie les intérêts des multinationales, en déposant les habitant-es de leurs champs. Elle illustre son propos par la volonté du groupe Coca-Cola d'étendre sa monoculture de Stevia sur les terres accaparées, accroissant alors la vulnérabilité des paysannes qui n'ont accès, par la suite, qu'à des terres infertiles qui comprennent des coûts supplémentaires en temps et en argent. Au Sénégal, Mame Bineta Fall observe que bien que les femmes fournissent 90% des denrées alimentaires des ménages, elles ne possèdent que 15% des terres, qui « *appartiennent de facto aux hommes* ». De son côté, Marie-Christine Gareau constate que les discriminations **capacitistes** interagissant avec les discriminations genrées, occasionnent des traitements défavorables aux personnes en situations de handicap, qui freinent leurs possibilités d'accéder aux ressources de productions, ainsi qu'aux champs ([Table ronde CQFD, 2024](#)).

On peut donc conclure que :

***Il est important de remédier aux impacts nocifs du manque d'outils adaptés pour le travail dans les champs et aux effets néfastes sur les récoltes générées par les semences de mauvaise qualité et les OGM. Il est également important de mettre la lumière sur la responsabilité des bailleurs de fonds, concernant ces pratiques. Le manque de moyens matériels et économiques appropriés est une entrave majeure à la continuation et au succès des initiatives agroécologiques en Afrique et en Haïti.***

## **2.2. L'exclusion des femmes des sphères décisionnelle et de commercialisation agricoles**

La marginalisation des femmes en agriculture dans les sphères décisionnelles et de commercialisation est unanimement observée par les cinq conférencières participantes à la table-ronde du CQFD. Cela a des impacts notables sur leur décision de vente et sur la jouissance de leur pouvoir économique, souligne Sarah Ntambwe.

***En Haïti et en RDC, les conflits armés et les tensions politiques renforcent les VSBG et affectent l'implication féminine dans le commerce des marchandises agricoles.***

Ces disparités sont attribuées à la discrimination genrée, aux normes patriarcales, et aux inégalités éducatives, telles que l'écart d'accès à l'éducation en Haïti (58,3 % pour les filles contre 61 % pour les garçons), selon Micherline Aduel et tel que l'analphabétisme provoqué par un écosystème culturel restrictif au Sénégal, selon Sarah Ntambwe.

En Haïti et en RDC, les conflits armés et les tensions politiques affectent l'implication féminine dans le commerce des marchandises. En Haïti, Micherline Aduel amène le fait que les gangs armés génèrent l'insécurité, bloquent l'accès aux marchés, restreignant ainsi les possibilités pour les femmes de vendre leurs produits dans les grandes villes, ce qui les « *asphyxie économiquement* » ([entrevue CQFD, 2024](#)). En RDC, Sarah Ntambwe souligne que les groupes armés empêchent les femmes d'« *exercer leurs pouvoir et potentiels dans la chaîne de valeur alimentaire* », en détruisant les infrastructures agricoles et la communication entre les marchés, ainsi qu'en transformant les champs en lieux dangereux, où les femmes sont exposées aux VSBG. Elle remarque que la vente et la commercialisation sont considérées comme des tâches masculines dans plus de 75% des communautés et que les femmes ne sont pas représentées lorsqu'il s'agit des retombées économiques via les activités de vente, de transformation, etc. ([Table ronde CQFD, 2024](#)).

Au Sénégal, Mame Bineta Fall révèle qu'au sein même des coopératives, presque unanimement féminines (à 98%), ce sont les hommes qui assument les responsabilités décisionnelles du fait de la reproduction des normes patriarcales et des stéréotypes sociaux ([entrevue CQFD, 2024](#)). Dans le même sens, Fernande Abanda constate que les normes genrées au Sénégal entraînent un accès inégal des hommes et des femmes au savoir, aux ressources naturelles et financières ainsi qu'aux sphères de décision. La charge mentale vécue par les femmes sénégalaises et leurs responsabilités familiales génèrent leur exclusion des sphères économiques et politiques. « *Ce constat est général dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest* », ajoute Fernande Abanda ([entrevue CQFD, 2024](#)).

Cet écart participatif dans les postes de décision est encore plus grand parmi les personnes en situation de handicap, notamment les femmes. Marie-Christine Gareau soutient que la faible inclusion des personnes et femmes en situations de handicap est l'un des obstacles entravant l'accès à la souveraineté alimentaire : « *Non seulement la marginalisation les exclue des sphères décisionnelles, mais elle réduit aussi leur participation économique au sein de leurs foyers, aggravant davantage leur vulnérabilité à la faim et à la pauvreté* », souligne-t-elle ([entrevue CQFD, 2024](#)).

La participation active des femmes dans les postes de leadership est aussi entravée par l'insuffisance de formations sur leurs droits légaux, financiers et de renforcement de leurs compétences interpersonnelles. Plusieurs ONG contribuent à combler cette lacune, à travers des activités d'alphabétisation, d'éducation financière et d'éducation aux droits.

### 3. Projets transformateurs en agroécologie féministe

Face à cette situation de marginalisation des agricultrices, la perspective de la souveraineté alimentaire est mise de l'avant par les cinq conférencières, notamment à travers des projets en agroécologie féministe, mettant l'accent sur l'*empowerment* des femmes, la lutte contre l'accaparement des terres et contre la privatisation des ressources; ce qui nécessite un soutien collectif et des partenariats équitables ([Table ronde CQFD, 2024](#)).

Considérant la souveraineté alimentaire sous une approche de genre inclusive, les cinq conférencières partageant leur savoir-terrain décrivent les actions liées à l'agroécologie comme des moyens de contrer l'esprit d'individualisme entravant les bénéfices socioéconomiques et environnementaux, tant pour les femmes que pour l'ensemble de la communauté ([Table ronde CQFD, 2024](#)). Les pratiques agroécologiques partagées lors de cet événement s'inscrivent dans un modèle de production agricole respectueux de la nature, accroissant l'autonomie des paysannes et paysans et réduisant leur dépendance aux intrants externes. Ces pratiques s'appuient sur des savoirs situés pour protéger l'environnement et la biodiversité et lutter contre la dégradation des sols, en éliminant les pesticides et les engrais chimiques. Dans cet esprit, l'agroécologie aspire à transformer la société en soutenant des droits collectifs, des politiques publiques adéquates et transparentes, une économie solidaire et équitable, ainsi que la justice sociale, en s'adaptant aux spécificités locales et en remettant en question les structures de pouvoir dominantes ([Via Campesina, s.d](#)).

On peut donc conclure que :

**« C'est dans le paradigme de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire que le féminisme est le mieux représenté car la solidarité y est mise en pratique par le biais d'actions collectives qui remettent en cause les rôles de genre ainsi que les paradigmes de l'inégalité, l'oppression et l'exploitation » (Solenne, 2024).**

#### 3.1. Financer autrement

Les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) sont particulièrement mises de l'avant comme approche financière favorisant l'empowerment des femmes rurales ([Table ronde CQFD, 2024](#)). Cette technique met en place des groupes d'épargnes et de crédits qui permettent d'atteindre l'autonomie financière des participant.es. Suivant l'adage « le groupe fait la force », chaque membre investi de petits montants, qui rassemblés, ouvrent l'accès à des marges de crédit pour leurs projets agroéconomiques. L'approche AVEC, en misant sur des projets d'épargne et de crédit communautaires, facilite la solidarité financière et l'investissement dans des activités agricoles. Il s'agit d'une approche coopérative qui encourage les femmes à s'organiser en groupes pour gérer collectivement leurs ressources économiques en production agricole, en vente de produits et en auto-financement. Cela permet d'améliorer leur pouvoir de décision, leur résilience économique et leur autonomie financière. Ce modèle favorise également le renforcement des capacités des femmes, notamment par le biais de projets d'épargne et de crédit communautaires, ce qui favorise la solidarité financière et l'investissement dans des activités agricoles.

Marie-Christine Gareau souligne l'efficacité des AVEC dans les projets agroécologiques d'Humanité & Inclusion Canada avec ses partenaires en Afrique. Cette approche de financement permet l'inclusion financière des femmes, dont notamment celles en situation de handicap. Les crédits octroyés y fonctionnent selon l'approche « double voie » préconisée par l'organisme, qui vise d'une part, à assurer l'autonomisation des acteurs au niveau individuel et collectif, et d'autre part, la création d'un environnement inclusif.

Au Sénégal, SOCODEVI à travers le projet RESILIENCE a misé sur l'accès à l'assurance agricole, à l'éducation financière et la consolidation des AVEC pour permettre aux femmes en Casamance et Tambacounda de financer leurs activités agricoles et renforcer leur pouvoir économique.

À Inter Pares, qui intervient dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, Fernande Abanda évoque des pratiques qui, en adoptant l'approche AVEC, visent à renforcer l'accès aux ressources économiques essentielles pour accroître le pouvoir des femmes rurales. Elle illustre cela par le projet ÉGALE-AO, qui fonctionne à la fois localement et au niveau national avec une gestion commune-régionale. Ce projet adopte une démarche « ascendante », en renforçant l'impact des agricultrices au sein de leurs communautés pour induire des macro-changements s'étendant à l'extérieur des communautés.

***Malgré le contexte de crise humanitaire en RDC, les bailleurs de fonds offrent peu de flexibilité aux projets.***

En République Démocratique du Congo, Sarah Kyabu Ntambwe dévoile des entraves reliées à la situation sociopolitique, empêchant les femmes de cultiver leurs terres. Elle soulève la part de responsabilité des bailleurs de fonds qui offrent peu de flexibilité aux projets, complexifiant l'accès aux entrées économiques, diminuant les chances de réussite des projets déjà entamés. Elle attire l'attention sur la crise humanitaire qui se déroule présentement en RDC, manifestée par des déplacements forcés, expliquant l'abandon des champs. Se rendre travailler et récolter est devenu dangereux pour les femmes et les jeunes filles, qui risquent de croiser des groupes armés sur leurs routes et sur le terrain.

L'ONG *Change ton Monde* contribue à contrer ces conditions à travers des projets agroécologiques sous l'approche AVEC qui servent l'objectif de l'autonomisation financière des femmes. Parmi ces projets, Sarah Ntambwe mentionne la création d'une coopérative de vente pour femmes, leur permettant d'être mieux intégrées sur le marché économique et de couper les interférences entre elles et les investisseurs (voir encadré suivant).

### Approche AVEC

#### Expérience « *Change ton Monde* » en RDC

L'organisation CHANGE YOUR WORLD a fourni des outils agricoles, des semences de qualité et du bétail à 18 000 femmes entre 2021 et 2023. Ces actions visent à améliorer la résilience des ménages face aux crises économiques et alimentaires, exacerbées par la pandémie de COVID-19 et l'insécurité. « *L'accent est mis sur l'amélioration de l'accès des ménages aux outils et aux semences ; l'approvisionnement de bétail de qualité et le renforcement des activités génératrices de revenus* », souligne à ce sujet Sarah Kyabu Ntambwe, Consultante à la Ligue pour la solidarité Elle et à Change ton Monde, en République Démocratique du Congo. Un projet clé est la création de coopératives de vente, permettant aux femmes de prendre en main la commercialisation de leurs produits agricoles. Cela a permis à 100 femmes de financer la scolarité de leurs enfants grâce aux revenus générés.

#### Résultats clés :

- Les femmes ayant participé au projet ont initié elles-mêmes des actions visant la durabilité
- La coopérative promeut leur pouvoir économique à travers la vente des produits agricoles
- La mise en place de projets d'auto-relèvement social à travers des AVEC, favorisant l'épargne collective pour financer d'autres femmes dans la chaîne de valeur agricole. Cette pratique renforce l'autonomie financière des femmes en leur donnant un accès direct aux marchés et en les rendant moins dépendantes des bailleurs de fonds externes.

Sources : ([Table ronde CQFD, 2024](#)) et ([entrevues CQFD, 2024](#))

### 3.2. Éduquer aux droits et aux finances promouvant les savoirs locaux

L'importance de promouvoir les savoirs locaux des femmes rurales est souligné comme étant indispensable pour une agroécologie féministe transformatrice ([Table ronde CQFD, 2024](#)).

***En Haïti et en Afrique, les femmes sont majoritaires en agriculture et sont détentrices de connaissances primordiales au fonctionnement des champs et des initiatives agroécologiques.***

Sous une perspective décoloniale, Inter Pares considère que « *les solutions sont déjà présentes et disponibles, et qu'elles se trouvent au niveau local* », selon l'expression de Fernande Abanda. Ainsi est valorisé l'apport des agricultrices locales au changement désiré dans leurs communautés. Mame Bineta Fall souligne « *la prise en compte des savoirs locaux et des historicités* » par SOCODEVI, comme partie intégrante des techniques novatrices dans l'atteinte de l'*empowerment*. Humanité & Inclusion Canada insiste aussi sur la reconnaissance des savoirs des personnes concernées dont les personnes en situations de handicap et les Organisations de Personnes Handicapées (dont celles de femmes handicapées), « *en tant que partenaires, personnel, expertes techniques et défenseuses de leurs besoins et de leurs droits* ».

Afin de favoriser l'expression et la mise en pratique des savoirs féminins locaux, il est important de remédier à l'écart de participation entre hommes et femmes dans les sphères décisionnelles, qui est en partie dû à l'accès plus limité des femmes à l'éducation dans les pays où collaborent ONG et OCI. Pour contrer ces disparités, plusieurs OCI et ONG soulignent la nécessité d'assurer des formations spécifiques aux besoins des agricultrices, permettant aux femmes rurales d'accéder à des postes décisionnels.

En Haïti et en Afrique, les femmes qui sont majoritaires en agriculture sont détentrices de connaissances primordiales au fonctionnement des champs et des initiatives agroécologiques. Il est donc important de renforcer leur formation et leur conscientisation à leurs droits ainsi que de stimuler leur implication et la valorisation de leurs connaissances.

L'accès à des formations adaptées, en alphabétisation, en techniques agricoles et en éducation financière contribuent à consolider l'aspect individuel de l'*empowerment* (autonomisation) des femmes. Cette approche renforce la confiance des participantes en leurs capacités, valorise leurs compétences et contributions en agriculture, et les positionne comme des actrices de changement pour la souveraineté alimentaire. Parmi les techniques transformatrices discutées lors de la table-ronde, l'éducation financière des femmes agricultrices a été particulièrement soulignée.

Les conférencières ont soulevé également l'importance de sensibiliser aux dynamiques de pouvoirs sexistes et capacitistes.



À ce propos, on peut retenir de bonnes pratiques, comme :

**- Inter Pares :** Cet OCI mentionne l'importance d'incorporer les masculinités dans la conscientisation aux iniquités genrées, tel que l'initiative SeedChange, où certains hommes sont formés aux côtés des femmes sur la conservation des semences. C'est ainsi qu'Amira Karama (d'Inter Pares-Sénégal) mentionne le concours des Champions féministes masculins.

**- SOCODEVI :** Pour cet OCI, l'initiative des causeries communautaires sur les masculinités positives soutenu par les ambassadeurs de l'égalité des genres à travers le projet Natur'ELLES et RÉSILIENCE permet de ramener le plaidoyer pour les droits des femmes et les VBG au sein des espaces traditionnels de dialogue. Selon Mame Bineta Fall (de SOCODEVI-Sénégal), les ambassadeurs de l'égalité et les des genres constituent « nos alliés et «pairs éducateurs» pour maintenir des dynamiques communautaires favorables à l'empowerment des femmes. »

### 3.3. Promouvoir le leadership féminin

Pour encourager la participation des femmes rurales dont celles en situation de handicap dans les sphères décisionnelles, les OCI et ONG ont mis en place des pratiques visant à réduire leurs craintes d'être en leadership, tout en contrant d'éventuelles résistances extérieures ([Table ronde CQFD, 2024](#)).

Bineta Fall de SOCODEVI amène les effets remarquables des écoles de leadership transformationnel livré à travers le PROCED : à la suite de formations à cet effet, 6 femmes de Casamance se sont engagées en politique et ont été élues à des postes décisionnels. *Les femmes prennent désormais leur place à la table des négociations concernant le foncier, la distribution des semences, d'intrants et d'équipements nécessaires et portent la préoccupation et les intérêts des femmes dans ce sens* », souligne-t-elle.

Un autre exemple est celui de la Via Campesina, dont les jeunes et les femmes membres ont leur propre assemblée lors des conférences internationales, ce qui leur permet de discuter des enjeux, d'élaborer des plans d'action et d'exercer leur leadership sans interférence extérieure décourageante.

Sarah Ntambwe témoigne de l'expérience de l'ONG *Change ton monde* qui considère la participation féminine comme un critère d'éligibilité dans son projet de coop de vente. Cette organisation envisage de mettre en place un « *Gala permettant aux femmes de traiter directement avec les investisseurs*, assurant leur apport aux sphères décisionnelles et économiques ».

À Humanité & Inclusion Canada, Marie-Christine Gareau soutient l'importance d'investir dans des « *espaces qui renforcent le leadership des organisations dirigées par des femmes handicapées* ».

### 3.4. Approche adaptée aux agricultrices en situation de handicap

Le manque de matériel adapté aux besoins spécifiques des femmes en situation de handicap cause préjudices à ces dernières, empêchant leur intégration dans le monde de l'agroécologie. Le manque de formation par les pairs sur les besoins spécifiques des usagers-ères, ainsi que la stigmatisation vécue dans le monde agricole, les écarte grandement des possibilités de financement et d'investissement au sein des projets agroécologiques, observe Marie-Christine Gareau, dont l'organisation *Humanité & Inclusion* Canada préconise la mise en œuvre d'une **approche à double voie** (*twin-track approach*) **pour l'inclusion des personnes (dont les femmes) en situation de handicap, entre autres** dans le secteur agricole. Cette approche consiste à intervenir simultanément à deux niveaux : 1) l'autonomisation individuelle des femmes en situation de handicap par le biais de formations et d'équipements adaptés ; 2) la création d'un environnement inclusif en accompagnant les institutions pour rendre leurs services accessibles. La finalité en cela est de garantir la pleine participation socioéconomique des femmes et des personnes en situation de handicap.

#### Approche à double voie pour l'inclusion des agricultrices en situation de handicap *Expérience d'Humanité & Inclusion en Afrique*

Humanité & Inclusion (HI) utilise cette approche pour autonomiser les femmes handicapées à travers un soutien personnalisé. Cela inclut l'accès à des dispositifs de formation et à des équipements agricoles adaptés à leurs besoins spécifiques : « *Nous intervenons auprès des femmes et des hommes en situation de handicap afin d'offrir un accompagnement personnalisé à travers l'accès à des dispositifs de formation et équipements adaptés* », indique à ce propos Marie-Christine Gareau, gestionnaire et responsable des partenariats institutionnels à HI Canada.

En parallèle, HI travaille avec des institutions locales et des employeurs pour développer des politiques internes, assurant une meilleure accessibilité aux services à travers des aménagements raisonnables.

#### Résultats clés :

- **Visibilité et inclusion des femmes en situation de handicap** : HI collecte des données ventilées par genre, âge et handicap, permettant de rendre visibles les besoins spécifiques des femmes en situation de handicap et de suivre les progrès en matière d'inclusion. Marie-Christine Gareau souligne que « *la collecte, l'analyse et l'utilisation de données désagrégées permet non seulement de rendre ces femmes plus visibles, mais aussi d'assurer un suivi des progrès réalisés en matière d'inclusion et de prise de décision inclusive.* »
- **Approche intersectionnelle handicap, genre et âge** : Cette politique permet à HI de s'assurer que tous ses projets prennent en compte les priorités et les besoins spécifiques des femmes handicapées à travers des consultations. Cette approche inclusive est essentielle pour améliorer la participation active des femmes en situation de handicap dans l'agriculture, favorisant ainsi la sécurité alimentaire et le soutien aux ménages vulnérables.

Sources : ([Table ronde CQFD, 2024](#)) et ([entrevues CQFD, 20024](#))



### 3.5. Appui de la Via Campesina aux paysannes : cas de Haïti

Micherline Islanda Aduel met le doigt particulièrement sur le danger des OGM, qui colonisent présentement les terres haïtiennes, à travers les interventions des organismes internationaux. La lutte contre les OGM fait partie de la stratégie de la souveraineté alimentaire, telle que prônée par la Via Campesina qui se bat pour le libre accès aux semences, rappelle Islanda Aduel, qui fait partie de la jeunesse activiste de cette organisation à l'échelle mondiale et s'active également au sein de l'Union des petits paysans haïtiens - *Tet Kole ti peyizan atisyen*. C'est à ce titre qu'elle témoigne d'une pratique qui repose sur l'utilisation de techniques agroécologiques, combinées à des structures communautaires pour soutenir la résilience des femmes rurales en Haïti (voir encadré suivant).

## **Agroécologie et organisation communautaire pour la résilience économique des femmes**

### **Expérience en Haïti**

Pour soutenir la résilience des femmes rurales, une pratique innovante consiste à intégrer la gestion durable des ressources naturelles, la conservation des semences locales à travers des banques de semences, ainsi que le renforcement des capacités des femmes à travers l'économie sociale et solidaire. L'objectif est d'autonomiser les paysannes en leur permettant de produire, gérer et conserver des ressources agricoles tout en s'organisant collectivement pour la promotion de la justice sociale, de la protection environnementale et de l'équité de genre.

En Haïti, pour contrecarrer les obstacles relatifs à l'insécurité et au manque d'investissements de l'État dans le secteur paysan, Via Campesina a mis en place plusieurs initiatives pour soutenir les femmes, telles que le reboisement, la protection des sols et des eaux, la création de pépinières et la gestion de banques de semences.

« *C'est la façon dont nous produisons, sélectionnons et conservons les semences à travers nos banques de semences mises en place par notre organisation à travers les bases du mouvement* », informe à cet effet, Islanda Micherline Aduel. L'organisation mène également des actions de plaidoyer pour la réforme agraire et la justice de genre, tout en favorisant l'autonomie économique grâce à la distribution de caprins, qui améliorent les conditions de vie des familles paysannes.

#### **Résultats clés :**

- **L'agroécologie et le reboisement** : La protection des sols et des eaux et la mise en place de pépinières sont des stratégies utilisées pour contrer l'appauvrissement des terres.
- **Les banques de semences** : La conservation des semences locales permet de réduire la dépendance aux semences hybrides et favorise une agriculture durable.
- **L'économie sociale et solidaire** : L'organisation d'activités communautaires et la distribution de caprins permettent aux familles paysannes de développer une autonomie financière.

Ces actions renforcent non seulement la résilience des femmes rurales face aux défis économiques et environnementaux, mais elles promeuvent également un modèle d'économie locale durable et solidaire.

Sources : ([Table ronde CQFD, 2024](#)) et ([entrevues CQFD, 2024](#))



### 3.6. Une approche décoloniale face à la prépondérance des semences allogènes et OGM

Fernande Abanda accuse notamment les iniquités intrinsèques au domaine alimentaire et agricole, comme aspect qu'il est crucial de considérer afin d'éradiquer les dynamiques de pouvoir à la base de la chaîne alimentaire, affectant davantage les femmes rurales. Elle cite l'exemple du marché des semences, qui propage des graines de qualité moindre, dû d'une part à leur apport nutritif faible et d'autre part à leurs origines allogènes. Ces semences compromettent la possibilité d'une production durable, tout en affectant les variétés locales, alerte Fernande Abanda, dont l'organisation Inter Pares, développe sous une approche décoloniale un plaidoyer pour l'accès des femmes agricultrices à des semences traditionnelles, favorables à l'écologie. Cette pratique se concentre sur l'autonomisation des femmes rurales par le contrôle des semences traditionnelles et l'intégration de leur voix dans les processus décisionnels (voir encadré suivant).

## Plaidoyer pour l'accès des femmes à des semences traditionnelles favorables à l'agroécologie

### Expérience d'Inter Pares en Afrique de l'Ouest

Il s'agit d'un modèle décolonial où les femmes acquièrent les connaissances nécessaires pour conserver, produire et gérer leurs propres semences, tout en menant des actions de plaidoyer afin de sécuriser leurs droits sur ces ressources essentielles à la souveraineté alimentaire. Inter Pares, en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux comme *SeedChange*, forme les femmes rurales à la conservation des semences et soutient la création de banques de semences traditionnelles. « *Nous formons les groupes de femmes mais également quelques hommes alliés à la conservation des semences, à la création de banques de semences traditionnelles locales pour qu'elles puissent en avoir le contrôle et ne plus dépendre du marché des semences* », indique à ce propos Fernande Abanda. Cette initiative, menée dans des pays comme le Togo, le Burkina Faso et le Sénégal, permet aux femmes de produire des semences locales de qualité, telles que le fonio, une céréale essentielle pour les communautés rurales.

#### Résultats clés :

- **Plaidoyer pour les droits des femmes sur les semences** : Les femmes rurales sont formées pour mener des actions de plaidoyer en faveur de la sécurité semencière. Elles adressent des demandes aux décideurs locaux et nationaux pour assurer le contrôle des semences traditionnelles. « *Les bénéficiaires [...] nourrissent des plans d'action pour la sécurité semencière, comportant des demandes pour le contrôle et la sécurisation des semences traditionnelles axées sur l'égalité de genre* », souligne Fernande Abanda.
- **Approche régionale** : Au-delà du niveau local, la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), partenaire régional, renforce le plaidoyer auprès des instances sous-régionales comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour garantir l'accès des femmes aux ressources et leur participation aux négociations. Cette pratique permet de garantir aux femmes rurales un rôle central dans la gestion des semences traditionnelles et de renforcer leur pouvoir économique et politique à travers des actions locales et régionales.

Sources : ([Table ronde CQFD, 2024](#)) et ([entrevues CQFD, 2024](#))

## Lexique

**Agriculture paysanne** : L'agriculture paysanne désigne des systèmes de production agricole intégrés à des sociétés rurales et traditionnelles, souvent familiales, qui se distinguent de l'agrobusiness institué dans les pays du Nord. Elle s'oppose aux inégalités sociales et s'adapte aux changements climatiques en transformant ses pratiques culturelles. (École normale supérieure de Lyon)

**Agrocolonialisme**: L'agrocolonialisme est un terme popularisé par une ONG défendant l'agriculture paysanne qui fait référence à l'accaparement de terres par des investisseurs privés ou publics, dans un but productiviste. (École normale supérieure de Lyon)

**Agroécologie** : Une science, une pratique et un mouvement social qui préconisent des pratiques agricoles écologiquement durables et socialement justes présente un intérêt pour les communautés rurales pauvres en ressources, non seulement parce qu'elle constitue une solution accessible et abordable pour ces populations, mais aussi parce qu'elle remet en question la dynamique de pouvoir, caractérisée par l'exploitation et l'oppression, qui domine actuellement le système alimentaire. (Lexique de la solidarité internationale de l'AQOCI)

**Autonomisation** : Processus par lequel les femmes prennent conscience, individuellement et collectivement, de l'impact que les structures de pouvoir ont sur leur vie et acquièrent la confiance en elles nécessaire pour remettre en question les inégalités de genre qui en résultent. (Lexique de la solidarité internationale de l'AQOCI)

**Décoloniale**: Adjectif fem. relatif à la **décolonisation**\* qui « peut être définie comme étant une forme de résistance active contre les puissances coloniales et un déplacement du pouvoir vers l'indépendance politique, économique, culturelle et psychique des peuples colonisés. La décolonisation doit être pensée comme une démarche vers un objectif qui n'a toutefois pas encore été atteint. En effet, la décolonisation va au-delà de la période historique à laquelle a eu lieu le mouvement d'émancipation des territoires coloniaux vis-à-vis des métropoles qui a conduit à l'indépendance formelle de pays anciennement colonisés en Afrique, en Asie, dans les Antilles et en Amérique latine. Plusieurs de ces nations continuent de subir des conséquences qui découlent directement des relations de dépendance et d'exploitation instaurées lors de la colonisation. (...) » (Lexique de la solidarité internationale de l'AQOCI)

**Division sexuée/sexuelle du travail** : Dans toute société, il existe une division du travail entre les femmes et les hommes qui est propre à chaque culture et à chaque époque. Cette division du travail est flexible et peut varier en fonction de changements sociaux (par exemple la guerre ou l'immigration) ou des conditions prévalant au sein des ménages (par exemple la maladie ou l'absence d'un membre de la famille). Dans l'analyse genre, on distingue trois grandes catégories de travail : (1) Le travail lié à la production de biens et de services qui permet de générer un revenu ; (2) le travail lié à la reproduction, qui inclut l'ensemble des activités liées au bien-être familial et à l'entretien d'un ménage et ; (3) le travail lié à la collectivité, qui inclut l'ensemble des tâches liées à l'organisation collective des activités et des services sociaux (Lexique de la solidarité internationale de l'AQOCI)

**Dumping** : Le *dumping* est un mot anglais, traduisible par « se débarrasser » qui désigne une pratique utilisée par des entreprises dans le commerce international et considérée comme étant déloyale. Elle consiste à vendre des produits à des prix inférieurs à leur coût de production ou à des prix inférieurs à ceux pratiqués

sur son marché d'origine, dans le but de gagner des parts de marché en éliminant la concurrence. (Le Dico du Commerce International)

**Éducation à la citoyenneté mondiale** : L'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) est une réponse à l'urgence d'agir face aux enjeux locaux et globaux. Elle se fonde sur la reconnaissance de l'interdépendance des peuples et du vivant ; l'engagement individuel et collectif pour la défense des droits des femmes, des droits humains et envers l'environnement ; et sur l'affirmation que nous sommes toutes et tous responsables du monde. L'ECM permet de comprendre les causes structurelles des rapports de pouvoir qui créent des injustices et des inégalités. C'est un ensemble de connaissances et de pratiques qui promeut la prise de conscience et la solidarité. Elle privilégie l'action en réciprocité avec les personnes et les communautés dans une perspective de co-construction de savoir-être et de pouvoirs d'agir. Par l'engagement, la sensibilisation, la mobilisation, le plaidoyer et le partage d'expériences, les personnes apprenantes deviennent des actrices de changement pour l'édification d'un monde égalitaire, juste, équitable, inclusif, durable, solidaire et pacifique. (Lexique de la solidarité internationale de l'AQOCI)

**Justice climatique féministe**: la justice climatique féministe signifie d'aborder la question des changements climatiques comme un problème social complexe et à travers une analyse genre intersectionnelle des relations de pouvoir inégales basées sur le genre et d'autres caractéristiques, comme le statut socio-économique, la race, l'origine ethnique, la nationalité, la capacité, l'orientation sexuelle, l'âge, etc. Ce type d'analyse vise particulièrement les causes profondes des inégalités, la transformation des rapports de pouvoir et la promotion des droits des femmes. (Lexique de la solidarité internationale de l'AQOCI)

**Savoirs situés** : Le savoir situé est un concept qui « s'oppose à l'idée qu'il existe une objectivité scientifique abstraite. La connaissance située suppose de s'interroger sur la position de la personne qui produit la connaissance (...) sur les relations de pouvoir dans lesquelles elle s'inscrit » (Université d'Angers, 2022) et qui s'ancre dans une mémoire culturelle, sociale, historique et politique.

**Violences basées sur le genre (voir Violences faites aux femmes)** : Tout acte de violence pouvant causer aux femmes des souffrances d'ordre physique, sexuel ou psychologique. Ces violences peuvent revêtir différentes formes telles que les sévices infligés par des partenaires, des membres de la famille ou des figures d'autorités ; le trafic pour travail forcé ou prostitution forcée; les mariages forcés ou mariages d'enfants ; les mutilations génitales féminines ; la violence liée à la dote; les crimes d'honneur ou le viol systématique en situation de conflit. (Lexique de la solidarité internationale de l'AQOCI)

**Masculinité positive** : La masculinité positive fonctionne tel l'antonyme de la masculinité toxique. Cette approche de la vision traditionnelle de la masculinité vise à éliminer les aspects négatifs historiquement associés au genre masculin (tels que les impulsions, la violence et la domination), afin de valoriser des facettes positives et sensibles, souvent effacées et dévalorisées. En travaillant sur les perceptions de ce que « devrait être » un homme selon les normes socio-culturelles, cette nouvelle forme de masculinité revendique la redéfinition des rôles genrés et de la division binaire, tout en valorisant l'appropriation par les hommes cis des qualités « féminines », comme le *care*, l'écoute, etc.

**Capacitisme**: Le terme capacitisme fait référence à l'oppression systémique vécue par les personnes en situation de handicap lorsqu'iels se retrouvent confronté.e.s à la vision sociétale selon laquelle les personnes sans handicap auraient plus de valeurs. Le capacitisme met en lumière les discriminations et marginalisations vécues par les personnes en situation de handicap au sein d'une société qui valorisent certaines capacités physiques et/ou mentales associées à la « norme » sociale. (L'association québécoise interuniversitaire des conseillers aux étudiants en situation d'handicap et l'Encyclopédie canadienne).

## Références

AQOCI, 2024, CQFD- Table-ronde à la CSW68, Compte rendu de la table ronde du 11 mars 2024 « *Nourrir l'égalité : Les femmes en action pour la souveraineté alimentaire* » : <https://docs.google.com/document/d/1I3QghWomeVq4Eulu4YeMzCe6-oNIPRWk/edit>

AQOCI. (2024). Lexique de la solidarité internationale - Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). <https://aqoci.qc.ca/lexique/>

AQOCI. (2023). Fiche souveraineté alimentaire. Google Documents. En ligne : <https://drive.google.com/file/d/1M4dYi6Qff4aibA7q4auf1HxCiG1vSWsw/view>

AQOCI. (2020). « Politique environnementale ». En ligne : [https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2020/08/AQOCI\\_Politique\\_Environnementale\\_Finale.pdf](https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2020/08/AQOCI_Politique_Environnementale_Finale.pdf)

AQICESH. (2019). Qu'est-ce que le capacitisme ? Quelques réflexions... En ligne : <https://www.aqicesh.ca/actualites/quest-ce-que-le-capacitisme-quelques-reflexions/>

Brun M. (29 août, 2022). Sécurité alimentaire, souveraineté alimentaire : tout comprendre – Fondation FARM. <https://fondation-farm.org/securete-alimentaire-souverainete-alimentaire-tout-comprendre/>

Bulletin Nyéléni | numéro 14. (2013). www.nyeleni.org. [https://nyeleni.org/IMG/pdf/Nyeleni\\_Newsletter\\_Num\\_16\\_FR.pdf](https://nyeleni.org/IMG/pdf/Nyeleni_Newsletter_Num_16_FR.pdf)

CADTM. (7 novembre, 2016). Du Sud au Nord de la planète : brève histoire de la crise de la dette et des programmes d'ajustement – CADTM. <https://www.cadtm.org/Du-Sud-au-Nord-de-la-planete-breve>

CADTM. (30 septembre, 2021). En Afrique, des paysans en lutte contre « l'agro-colonialisme » – CADTM. <https://www.cadtm.org/En-Afrique-des-paysans-en-lutte-contre-l-agro-colonialisme>

Via Campesina, Coordination Européenne. (s.d). Notre vision. En ligne : <https://www.eurovia.org/fr/notre-vision/>

École normale supérieure de Lyon. (s.d.). Accaparement (des terres, des mers) — Géoconfluences. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/accaparement>

ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE (2023). Capacitisme au Canada. En ligne : <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/capacitisme>

FIAN. (7 février, 2023). Rapport : « Financement du développement sous forme d'agro-colonialisme » – FIAN Belgique. <https://www.fian.be/Rapport-Financement-du-developpement-sous-forme-d-agro-colonialisme?lang=de>

GIEC. (2019). Rapport spécial sur les changements climatiques et les terres émergées. En ligne : <https://www.ipcc.ch/srccl/>



Kgomotso, P. (16 juin, 2022). *Le rôle de l'Afrique dans la restauration des terres et des écosystèmes dégradés de la planète*. AfriqueRenouveau. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/juin-2022/le-r%C3%B4le-de-lafrique-dans-la-restauration-des-terres-et-des-%C3%A9cosyst%C3%A8mes-d%C3%A9grad%C3%A9s#:~:text=La%20s%C3%A9cheresse%20accompagne%20souvent%20la,-toute%20autre%20r%C3%A9gion%20du%20monde>.

Le Dico du Commerce International. (s.d). *définition de dumping*. (n.d.). Le Dico Du Commerce International. En ligne: <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/dumping.html>

ONU Femmes, « Issue Brief: Making the SDGs Count for Women and Girls with Disabilities », 2017

ONU info. (7 septembre, 2023). « Le monde laisse tomber les femmes et les filles », selon un nouveau rapport de l'ONU, 7 septembre 2023 <https://news.un.org/fr/story/2023/09/1138332>

Solenne. (28 février, 2024). *L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme*. Via Campesina Français. <https://viacampesina.org/fr/lagroecologie-nexiste-pas-sans-le-feminisme/>

Université d'Angers. (24 février, 2022). *Savoir situé – Mois du genre*. <https://moisdugenre.univ-angers.fr/2022/02/24/savoir-situe/>

Via Campesina (1<sup>er</sup> juin, 2024). *Déclaration de NYÉLÉNI*. Via Campesina Français. <https://viacampesina.org/fr/declaration-de-nyi/#:~:text=Toute%20lutte%2C%20en%20tout%20lieu,souverainet%C3%A9%20alimentaire%2C%20est%20notre%20lutte.&text=nous%20a%20Ny%C3%A9l%C3%A9ni%2C%20de%20sorte,tous%20les%20peuples%20du%20monde>.